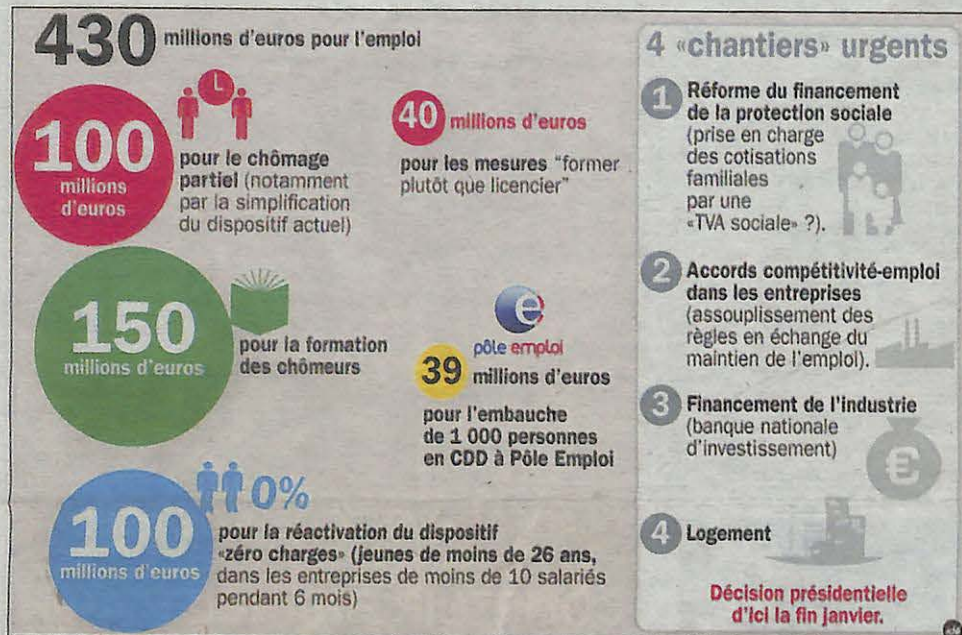


TVA sociale : Sarkozy tranchera à la fin du mois

A trois mois de la présidentielle, les partenaires sociaux étaient réunis, hier, pour un sommet à l'Élysée. A la sortie, seule Laurence Parisot (Medef) s'est réjouie des intentions du Président



Les réactions

✓ **Laurence Parisot (Medef).** – « Il y a un scénario qui consiste à faire glisser une partie des charges, des cotisations familles, que paie l'employeur, vers la TVA. On peut aussi imaginer un scénario qui ferait baisser à la fois les cotisations employeurs et salariés. Le président a dit que ce n'était pas la solution qu'il privilégiait mais il a dit que les discussions étaient ouvertes. »

✓ **Bernard Thibault (CGT).** – « Là où nous aboutissons en quelque sorte à un constat de désaccord, c'est sur cette idée, confirmée aujourd'hui pendant plusieurs heures, que la véritable cause du chômage, c'est le coût du travail trop élevé dans notre pays. »

✓ **François Chérèque (CFDT).** – « La CFDT n'acceptera pas une hausse de la TVA qui n'aura rien de social, qui ne sera qu'une baisse du pouvoir d'achat. »

✓ **Marine Le Pen (FN).** – « Pendant que les responsables de l'effondrement de l'industrie se congratulent dans les sommets, je suis aux côtés des travailleurs dans la vallée des larmes [la candidate s'est exprimée, hier, lors de son déplacement aux abords du site de Peugeot à Sochaux (Doubs), NDLR]. »

✓ **Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche).** – « Tout ça c'est de la politique de gribouille. Je lui signale que, pendant qu'il y est, embaucher du monde pour réparer ses erreurs après qu'il les ait débauchés, il faudra aussi qu'il embauche des fossoyeurs parce que depuis que la retraite se prend plus tard, les gens meurent plus tôt. »

✓ **Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France).** – « Après avoir versé 30 milliards pour les banques en Grèce, [Nicolas Sarkozy] propose aujourd'hui 400 millions pour l'emploi : c'est pathétique. »

Nicolas Sarkozy a annoncé, hier, le déblocage de 430 M€ pour financer des mesures d'urgence destinées à enrayer le chômage, dont le développement de l'activité partielle et de la formation des chômeurs et l'embauche d'un millier de salariés supplémentaires pour le service public de l'emploi.

A l'issue d'un sommet social à l'Élysée, le chef de l'État a confirmé sa volonté d'alléger le coût du travail en faisant contribuer les importations au financement de la protection sociale. Mais il a renvoyé à la fin du mois de janvier sa décision sur le redéploiement d'une partie du financement de la protection sociale. Selon le parisien.fr, il pourrait « intervenir à la télévision sans doute le 29 janvier ».

La situation « extrêmement préoccupante » sur le front de l'emploi « impose la prise de décisions fortes et rapides », a souligné le président Sarkozy lors d'une allocution donnée à l'issue du sommet.

Ne pas accroître le déficit public

« Tout faire pour éviter de couper le lien entre le salarié et son entreprise, tout faire pour maintenir en activité les salariés, fût-ce en activité partielle, tout faire pour former les salariés pendant leur temps libre forcé, plutôt que de les licencier », a-t-il expliqué.

Nicolas Sarkozy a précisé que toutes ces mesures [notre infographie ci-contre] seraient financées par des redéploiements de crédits, afin de « ne pas accroître d'un centime » le déficit public. Il a ajouté que la mobi-

lisation de crédits du Fonds social européen (FSE) et de fonds gérés par les partenaires sociaux devrait permettre de porter la totalité de ces engagements à 800 ou 900 millions d'euros. Il n'a, en revanche, annoncé aucune mesure précise pour les chantiers à plus long terme comme le financement de la protection sociale, le logement, la négociation d'accords compétitivité-emploi dans les entreprises en difficulté et la création d'une banque de financement de l'industrie, pour lesquels des décisions seront également arrêtées d'ici à la fin du mois. Il a, par ailleurs, chargé l'ancien président UMP du Sénat, Gérard Larcher, de préparer une réforme d'envergure de la formation professionnelle dans un délai de deux mois.

Gauche et droite aux antipodes

Ségolène Royal a pressé, hier, Nicolas Sarkozy de renoncer à son projet de relèvement de la TVA pour alléger le coût du travail, peu avant l'ouverture du sommet élyséen. « La TVA c'est non. On voit bien que l'on a un problème aujourd'hui, c'est la croissance. La TVA c'est un impôt sur la consommation », a, pour sa part, fait valoir sur France Inter le député PS Alain Vidalies, conseiller emploi de Fran-

çois Hollande. Un avis que ne partage pas le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé : « On a vu que dans un pays comme l'Allemagne, que cela [l'allègement du coût du travail] avait permis de créer de l'emploi et de tenir bon dans cette période de crise. Le vrai risque serait de ne rien faire, on tente des choses, on tente des initiatives, c'est de cela dont notre pays a besoin. »

En bref

Les tarifs d'EDF pourraient bondir de 30 % d'ici à 2016

Les tarifs d'Electricité de France pourraient bondir de 30 % d'ici à 2016 étant donné les investissements prévus, selon des propos du président de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), Philippe de Ladoucette. Avant la date butoir, il est notamment envisagé le doublement de la Contribution au service public de l'électricité (CSPE), qui sert notamment à

financer le rachat au prix fort de l'électricité produite par le photovoltaïque), l'augmentation de 4 % par an du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (inflation comprise) et une hausse annuelle de 2 % du prix du nucléaire historique d'EDF égale à l'inflation.

Les médecins étrangers devraient pouvoir continuer à exercer

Les députés ont adopté, hier, à l'unanimité une proposition de loi UMP qui

proroge jusqu'au 31 décembre 2016 l'autorisation d'exercer pour les professionnels de la santé titulaires d'un diplôme obtenu hors de l'union européenne. Selon le rapport de la commission des Affaires sociales de l'Assemblée, près de quatre mille praticiens, médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et sage-femme étrangers sont concernés par cette loi. Le texte sera bientôt examiné par le Sénat.

Hausse des carburants : pourquoi ne pas geler les prix ?

Dans un Tweet, le président du groupe PS à l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault, expose son idée pour aider les automobilistes à faire face à la montée des prix du carburant : « Dans les périodes d'urgence, les périodes difficiles, on peut utiliser un décret [...] pour bloquer le prix de l'essence pour éviter les effets spéculatifs, comme cela a été le cas lors de la première

guerre du Golfe. » La balle est maintenant dans le camp de Matignon...

Tutelle confirmée en appel pour Liliane Bettencourt

La cour d'appel de Versailles a confirmé, hier, la mise sous tutelle de Liliane Bettencourt. L'avocat de l'héritière le L'Oréal, âgée de 89 ans, avait sollicité sa mise sous curatelle renforcée mais la cour a rejeté cette demande d'un placement moins contraignant.

Une juge de Courbevoie (Hauts-de-Seine) avait ordonné le 17 octobre cette mesure de mise sous tutelle qui signifie que les biens, revenus et fonctions de la milliardaire, notamment les 30 % de parts de la société et son siège au conseil d'administration de L'Oréal, sont désormais gérés par sa fille, Françoise Meyers, et ses enfants, Jean-Victor et Nicolas Meyers. Françoise Meyers et ses deux fils ont salué la décision de la cour d'appel de Versailles.